

## Washington promet un nouvel ordre commercial mondial avec le « friend-shoring »

La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a exposé cette nouvelle doctrine commerciale en avril 2022. Les Etats-Unis ne veulent plus dépendre de la Chine. Mais la « relocalisation chez les amis » est un chemin semé d'embûches diplomatiques et économiques.



La secrétaire au Trésor, Janet Yellen. (Manuel Balce Ceneta/AP/SIPA)

Par [Solveig Godeluck](#)

Publié le 7 févr. 2023 à 15:00

En avril 2022, la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, a exposé à grands traits la nouvelle stratégie commerciale américaine de la « relocalisation chez les pays amis », qui a pour effet de recréer un bloc de pays alignés derrière les Etats-Unis, leurs valeurs et leurs règles.

« Favoriser le 'friend-shoring' des chaînes d'approvisionnement à un grand nombre de pays en lesquels nous avons confiance, afin que nous puissions continuer à étendre en sécurité l'accès aux marchés, réduira les risques pour notre économie et pour nos

partenaires commerciaux de confiance », [a-t-elle déclaré](#) devant le think tank Atlantic Council.

## Washington tourne le dos à l'OMC

Pas une seule fois dans ce discours elle n'a mentionné l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Et pour cause. Plus de vingt ans après son admission dans le club défenseur du libre-échange en 2001, [la Chine a capté l'essentiel](#) des chaînes de valeur mondiales. Les Etats-Unis ont donc largement [tourné le dos à cette enceinte multilatérale](#) pour rétablir un ordre commercial qui leur soit plus favorable et qui affirme leur prééminence.

Janet Yellen justifie cette démarche par l'agression de l'Ukraine, qui n'a pas empêché la Chine de vanter sa « relation spéciale » avec la Russie malgré les sanctions internationales. « Nous ne pouvons laisser à certains pays le pouvoir d'utiliser leurs parts de marché dans les matières premières, les technologies ou les produits clés pour bouleverser notre économie ou exercer un levier géopolitique contre notre gré », a-t-elle prévenu.

## Ouvert et articulé autour des Etats-Unis

Ni « relocalisation » industrielle sur le sol américain (« on-shoring »), ni « relocalisation de proximité » au Mexique ou au Canada (« near-shoring »), le « friend-shoring » se veut ouvert et inclusif : Europe, Corée du Sud, Japon, Taïwan, Indonésie, Inde, Brésil... Il s'articule toutefois autour des Etats-Unis, qui devraient selon elle également « construire un réseau d'accords commerciaux plurilatéraux ».

[Le Conseil du commerce et de la technologie US-EU \(TTC\)](#) , créé en 2021, est emblématique de cette nouvelle doctrine. Les partenaires transatlantiques ont formé des groupes de travail pour accorder leurs violons sur des standards technologiques et sur le contrôle des exportations sensibles vers les pays « problématiques », comme la Chine.

Cependant, cette approche a ses limites, soulignent deux chercheurs du Center for strategic and international studies (CSIS), Emily Benson et Ethan Kapstein, [dans un rapport nuancé publié début février](#) . Tout d'abord, le TTC doit encore faire ses preuves. Ils rappellent par ailleurs que la notion de pays ami est parfois floue (la Hongrie en est-elle un ?) et impermanente.

## La division du monde en deux blocs

« Est-ce que nos amis feraient du friend-shoring avec nous ? » interrogent-ils aussi. Les efforts de Joe Biden pour ramener l'industrie sur le sol américain, via des subventions dans les semi-conducteurs, les énergies renouvelables ou les véhicules électriques, [ont](#)

[alarmé les Européens](#) . Ils craignent à juste titre que les nouvelles usines soient construites outre-Atlantique et veulent répondre à cette offensive protectionniste par des mesures concurrentes.

Par ailleurs, la division du monde commercial en deux blocs, les amis et les non-amis, aurait un coût économique non négligeable. Le commerce international serait pénalisé « dans la mesure où les pays en développement non-alignés seront exclus de l'orbite du friend-shoring », souligne le CSIS. L'OMC a d'ailleurs estimé que le commerce entre blocs réduirait d'environ 5 % le PIB mondial à long terme.

Enfin, l'aide à la réindustrialisation « va probablement conduire à des prix à la consommation plus élevés et des entreprises moins efficaces (et productives) », écrivent les chercheurs. C'est la rançon de la souveraineté industrielle.